



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE DE LA  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS D'APT LUBERON

SEANCE DU 04 DÉCEMBRE 2025

Le 04 décembre 2025, à 17 heures, l'organe délibérant de la Communauté de Communes Pays d'Apt Luberon, dûment convoqué le 27 novembre 2025 s'est réuni à la salle des fêtes de Roussillon, sous la présidence de M. Gilles RIPERT.

---

DÉLIBÉRATION N° B-2025-32

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR 2025

---

MEMBRES EN EXERCICE : 28 - QUORUM : 15 - PRESENTS : 23 - PROCURATIONS : 1 - VOTANTS : 24

**Présents :**

APT : M. Jean AILLAUD, Mme Véronique ARNAUD-DELOY, M. Frédéric SACCO,  
Mme Dominique SANTONI  
BONNIEUX : M. Pascal RAGOT  
BUOUX : M. Hervé PLANCHON  
CASENEUVE : M. Gilles RIPERT  
CASTELLET-EN-LUBERON : M. Roger ISNARD  
CÉRESTE-EN-LUBERON : M. Gérard BAUMEL  
GARGAS : M. Patrick SIAUD  
GIGNAC : Mme Sylvie PASQUINI  
JOUCAS : M. Lucien AUBERT  
LACOSTE : M. Mathias HAUPTMANN  
LIOUX : M. Patrice FOURNIER  
MÉNERBES : M. Patrick MERLE  
ROUSSILLON : Mme Gisèle BONNELLY  
RUSTREL : M. Pierre TARTANSON  
SAIGNON : M. Jean-Pierre HAUCOURT  
SAINT-MARTIN-DE-CASTILLON : Mme Charlotte CARBONNEL  
SAINT-PANTALÉON : M. Luc MILLE  
SAINT-SATURNIN-LÈS-APT : M. Christian BELLOT  
SIVERGUES : Mme Martine CALAS  
VILLARS : Mme Sylvie PEREIRA

**Absents :**

AURIBEAU : M. Roland CICERO  
GOULT : M. Didier PERELLO  
MURS : M. Christian MALBEC  
VIENS : M. Frédéric ROUX

**Procurations :**

LAGARDE D'APT : Mme Maryse BONNET donne pouvoir à Mme Sylvie PASQUINI

**Vu**, le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-10 et R1617-24,

**Vu**, la délibération n°CC-2020-32 du 16 juillet 2020 relative aux délégations au bureau de certaines attributions du Conseil Communautaire,

**Considérant**, que Madame le comptable public a justifié de diligences adéquates pour le recouvrement de certaines créances de la Communauté de Communes auprès de divers débiteurs insolvable, disparus ou dont la situation financière nécessite ou justifie l'admission en non-valeur,

**Considérant**, les états de non-valeur reçus de la part du Service de Gestion Comptable de Pertuis concernant les budgets Principal, Eau Potable, Assainissement collectif Régie, Petite Enfance, SPANC, Office de Tourisme,

**Considérant**, l'avis favorable du Conseil d'Exploitation du Service Eau et Assainissement en date du 13 novembre 2025,

**Considérant**, les listes suivantes :

**Budget Principal - 90000**

- Année 2025 liste n°5564090133 9 870.08 €

**Budget Petite Enfance - 90007**

- Année 2025 liste n°5564490133 252.43 €

- Année 2025 liste n°7073732133 2.02 €

**Budget Eau Potable - 95600**

- Année 2025 liste n°7682680933 37 816.21 €

- Année 2025 liste n°7073732733 56.80 €

- Année 2025 liste n°7243391233 55 564.55 €

**Budget SPANC - 95700**

- Année 2025 liste n°7073732633 3.00 €

- Année 2025 liste n°6544980133 896.68 €

**Budget Assainissement Collectif Régie - 95900**

- Année 2025 liste n°7685220233 30 318,50 €

- Année 2025 liste n°7073732833 85.00 €

- Année 2025 liste n°5540010133 18 882.79 €

**Budget Office de Tourisme - 96000**

- Année 2025 liste n°5558060133 9 957.09 €

Le Président propose au Bureau de délibérer afin de l'autoriser à signer les décisions de décharges du Comptable Public pour le recouvrement de l'ensemble des créances admises en non-valeur et de procéder aux mandatement des dépenses correspondantes sur les budgets concernés.

**L'ORGANE DÉLIBÉRANT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
OÙ L'EXPOSÉ DU PRÉSIDENT  
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ**

**À l'unanimité,**

**Accepte**, les propositions d'admissions en non-valeur présentées ci-dessus,

**Autorise**, le Président à signer tout acte et document afin de rendre effective cette décision et à procéder à sa liquidation sur les budgets concernés.

Accusé de réception en préfecture 084-200040624-20251204-B-2025-32-DE Date de télétransmission : 08/12/2025 Date de réception préfecture : 08/12/2025 Page 2 sur 3
--

POUR EXTRAIT CONFORME

Le secrétaire de séance,  
M. Frédéric SACCO



Le Président,  
M. Gilles RIPERT



*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.*

Mise en ligne le : 17/12/2025

